

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)**

**LOIRE ATLANTIQUE NAUTISME (LAN)**

1, rue Françoise Sagan – 44800 Saint-Herblain

SIRET : 808 417 075 00013

<https://www.loire-atlantique-nautisme.fr>

**Marché de travaux de dragage  
du vieux port de Pornic**

**N° marché : 2024RTPN4095**

|                 |
|-----------------|
| <b>SOMMAIRE</b> |
|-----------------|

|            |  |    |
|------------|--|----|
| ARTICLE 1  | OBJET DU MARCHÉ .....                                    | 3  |
| ARTICLE 2  | PROCÉDURE DE PASSATION .....                             | 3  |
| ARTICLE 3  | DURÉE DU MARCHÉ .....                                    | 3  |
| ARTICLE 4  | PIÈCES CONTRACTUELLES.....                               | 3  |
| ARTICLE 5  | COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL .....                  | 4  |
| 5.1        | Prise en compte par le titulaire de l'organisation ..... | 4  |
| 5.2        | Revue de contrat du marché.....                          | 4  |
| ARTICLE 6  | BONS DE COMMANDE.....                                    | 5  |
| ARTICLE 7  | CLAUSE D'INTERPRÉTARIAT .....                            | 5  |
| ARTICLE 8  | RÉMUNÉRATION .....                                       | 6  |
| 8.1        | Contenu des prix.....                                    | 6  |
| 8.2        | Mois d'établissement des prix .....                      | 7  |
| 8.3        | Nature du prix et variation .....                        | 7  |
| 8.4        | Actualisation du prix.....                               | 7  |
| 8.5        | Application de la valeur à taxe ajoutée.....             | 7  |
| ARTICLE 9  | MODIFICATION DE MARCHÉ .....                             | 7  |
| ARTICLE 10 | PÉNALITÉS .....  | 8  |
| ARTICLE 11 | MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....                              | 9  |
| 11.1       | Paie ment .....  | 9  |
| 11.2       | Echéance de paiement .....                               | 9  |
| 11.3       | Modalités de transmission de la facturation .....        | 9  |
| 11.4       | Avance forfaitaire.....                                  | 10 |
| ARTICLE 12 | ASSURANCES .....   | 10 |
| ARTICLE 13 | PÉRIODE DE PRÉPARATION.....                              | 10 |
| ARTICLE 14 | DISPOSITIONS GENERALES .....                             | 10 |
| 14.1       | Mise en Œuvre.....                                       | 10 |
| 14.2       | Cession.....   | 10 |
| 14.3       | Sous-traitance.....                                      | 11 |
| ARTICLE 15 | DÉLAI DE GARANTIE.....                                   | 11 |
| ARTICLE 16 | PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES.....                 | 11 |
| ARTICLE 17 | CLAUSE ANTI-CORRUPTION.....                              | 13 |
| ARTICLE 18 | DÉROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX.....                         | 14 |

## ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ

L'objet du marché consiste à procéder à des travaux de dragage du vieux port de Pornic (44210), notamment des secteur « Vieux Port Bis » et « Vieux Port ter », pour le compte de **Loire Atlantique Nautisme**, 1 rue Françoise Sagan, 44800 Saint-Herblain.

Ces travaux portent sur un volume de l'ordre de 3 500 m<sup>3</sup> de sédiments vaseux, à extraire à la benne, puis à transporter en vue de les immerger sur la zone d'immersion située à 6,2 miles nautiques, dans la fosse de la Couronnée.

Préalablement au dragage du vieux Port, le plan de mouillage sera déposé, puis reposé après dragage.

Le vieux port accueillant 17 bateaux de plaisance, le quantitatif des équipements est le suivant :

- 26 bouées de diamètre 500 mm,
- 180 mètres de chaînes filles de diamètre 14 mm,
- 80 mètres de chaînes mères de diamètre 22 mm,
- 26 émerillons,
- 136 manilles de diamètre 14 mm (8 par mouillage).

Chaque chaîne mère est ancrée par 3 corps-morts circulaires en béton de 0,5 tonne.

## ARTICLE 2 PROCÉDURE DE PASSATION

La procédure retenue est celle de la procédure adaptée suivant les dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 du CCP.

Ce marché est un accord-cadre suivant les dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6 du CCP, mono-attributaire.

## ARTICLE 3 DURÉE DU MARCHÉ

**Date estimative de début de marché** : mars 2025 date de réception de notification du marché

**Travaux de dragage** : du 15 au 31 mars 2025.

## ARTICLE 4 PIÈCES CONTRACTUELLES

Le marché est soumis aux règles du code de la commande publique.

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le détail estimatif (DE)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Travaux (CCAG-Travaux) du 30 mars 2021. Cette pièce, non-jointe au dossier, est réputée connue du fournisseur,
- Les actes spéciaux type avenants, postérieurs à la notification du marché
- Le fichier, éventuel, de question réponse échangé sur PLACE
- Offre technique et financière du titulaire.

## **ARTICLE 5 COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL**

### **5.1 Prise en compte par le titulaire de l'organisation**

#### **Principe général :**

Le présent marché est contracté par LAN. LAN met en place une structure de coordination permettant de faciliter la relation avec le titulaire. Le titulaire doit prendre en compte cette structure de coordination, qui s'appuie sur l'interlocuteur suivant :

- Coordonnateur LAN.

Le coordonnateur est notamment chargé des missions suivantes :

- Piloter la relation avec le titulaire du marché
- Assurer un suivi consolidé de la qualité du service rendu

#### **Responsable de compte du titulaire**

Le titulaire désignera un responsable de compte. Il sera l'interlocuteur privilégié du coordonnateur. Il est le garant au niveau de la qualité des prestations fournies dans le cadre du marché.

### **5.2 Revue de contrat du marché**

Afin de suivre le bon déroulement du marché, et avec une fréquence annuelle (à chaque date anniversaire du contrat au plus tard), une revue de contrat sera instaurée avec le titulaire, et réunissant :

- Le titulaire, représenté notamment par son responsable de compte
- Le coordonnateur (LAN).

Le coordonnateur pourra se faire accompagner d'experts.

Ce comité de pilotage traitera au minimum des points suivants :

- Revue de la Qualité de Service
- Les prix, le CA généré par le marché, la facturation
- L'examen des difficultés et problèmes rencontrés lors de l'exécution du marché
- Les perspectives d'évolutions des services et fournitures du titulaire
- Les éléments factuels apportés dans la grille RSE, lors du dépôt de l'offre.

La revue de contrat est à l'initiative du titulaire.

Le compte-rendu de la revue annuelle de contrat est à la charge du titulaire, qui doit le remettre aux participants 5 jours ouvrés après la tenue de la réunion.

## **ARTICLE 6 BONS DE COMMANDE**

Les prestations font l'objet d'un marché à bons de commande passé en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code la commande publique. Les bons de commande seront établis au fur et à mesure des besoins.

L'émission de ces bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

Les bons de commande seront adressés au titulaire, par courriel dont l'adresse sera indiquée dans son mémoire.

Les bons de commande comportent au minimum les mentions suivantes :

- le numéro du marché,
- la date d'émission et le n° du bon de commande,
- la nature des prestations, fournitures commandées,
- le lieu de livraison,
- les références tarifaires du DE
- les montants HT, TTC et le taux de TVA appliqué,
- l'adresse de facturation.

## **ARTICLE 7 CLAUSE D'INTERPRÉTARIAT**

Conformément au point 99 du préambule de la directive européenne 2014/24/UE, LAN s'assure de la mise en œuvre des mesures visant à protéger la santé du personnel participant à l'exécution d'un marché public de travaux.

La présente clause impose au titulaire de comprendre et maîtriser la langue dans laquelle sont rédigées les informations disponibles aux visiteurs et travailleurs, les informations des droits sociaux dont ils disposent, ainsi que des règles de sécurité à respecter sur le lieu du marché de travaux.

A cet effet, dans la mesure où les travailleurs présents sur le chantier ne sont pas en mesure de comprendre les règles et devoirs imposés, un interprète qualifié devra être mandaté aux frais du

titulaire du marché, afin de traduire les consignes et que la sécurité de tous les acteurs soit garantie avec efficacité.

Le titulaire devant recourir à un interprète, s'engage à rembourser en intégralité les frais que LAN avancera s'il fait appel lui-même à un interprète pour pallier l'absence d'initiative du titulaire.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à accepter les contrôles, prévus ou non par LAN ou l'autorité déléguée à cet effet pour s'assurer de la bonne exécution de ladite clause, ainsi que les contrôles des institutions dédiées telle que l'inspection du travail.

## **ARTICLE 8 RÉMUNÉRATION**

### **8.1 Contenu des prix**

Le marché est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la prestation y compris, le port, les frais généraux, frais d'assurance, frais de livraison et de déplacements, le service, impôts, taxes et redevances de toute nature, et, d'une manière générale, selon les règles d'usage de la profession et / ou les règles de l'art.

Ces prix tiennent compte notamment de toutes les charges et de tous les aléas pouvant résulter de l'exécution du marché y compris celles qui n'ont pas été explicitement décrits mais qui sont néanmoins nécessaires pour l'exécution de la prestation.

A l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux, que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de l'activité normale du site (port de pêche et de plaisance) ;
- des moyens et conditions d'accès au site ;
- des moyens et conditions d'accès au plan d'eau ;
- du lieu de stockage et de montage des matériels ;
- des surcharges admissibles sur les terre-pleins et voies d'accès ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages ;
- de phénomènes naturels ;
- des conditions météorologiques et océanographiques, du fait de la période hivernale des travaux de dragage ;
- de l'application des Plans d'Assurance Qualité, d'Assurance Environnement, de Gestion des déchets produits par le chantier, en matière de Sécurité et de protection de la santé ;
- des contraintes de site en terme de :

- de durées d'échouage de l'atelier dragage, et de l'atelier dépose/repose du plan de mouillage ;
  - de localisation des secteurs d'intervention ;
  - de couche de sédiments à extraire ;
  - de nature des sédiments (faible portance du sol initial et du sol remanié).
- des lâchers d'eau de l'écluse de fond de port ;
- des conséquences financières du fait des intempéries (immobilisation du matériel et des hommes) ;

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des contraintes techniques de tous ordres imposés par l'environnement du site et les zones d'interventions du marché, et d'en avoir tenu compte dans l'établissement de sa proposition.

## **8.2 Mois d'établissement des prix**

Le mois d'établissement du prix initial est le mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » ou « M0 ».

## **8.3 Nature du prix et variation**

Les prix sont fermes.

## **8.4 Actualisation du prix**

L'index de référence, choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations objet du marché, est l'index Tp06a (index Grands dragages maritimes - base 2010).

L'actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) d'actualisation donné par la formule :

$$C = (Tp06am - 3 \text{ mois}) / Tp06am0$$

dans laquelle :

Tp06m0 : index Grands dragages maritimes du mois m0, mois de remise des offres,

Tp06m : index Grands dragages maritimes, du mois m, mois de l'accusé de réception, par le titulaire, de l'ordre de service de commencement d'exécution des prestations.

## **8.5 Application de la valeur à taxe ajoutée**

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

# **ARTICLE 9 MODIFICATION DE MARCHÉ**

Toute modification survenant pendant l'exécution du présent marché ne sera effective qu'après la signature d'un document de modification de marché entre les parties.

Des prestations complémentaires, supplémentaires ou similaires pourront être demandées au titulaire du marché dans les conditions suivantes :

- Par voie de prestations complémentaires :

Par application des dispositions des articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique, LAN se réserve la possibilité de conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de marché avec le titulaire du présent marché pour des prestations n'y figurant pas, non prévues au départ ou devenues nécessaires, à la suite de circonstances imprévues, à la réalisation du présent marché. Le montant cumulé des prestations complémentaires ne doit pas dépasser 50 % du marché initial.

- Par voie de prestations similaires :

Par application des dispositions de l'article Article R2122-7 du Code de la commande publique, LAN se réserve la possibilité de conclure ultérieurement des marchés négociés sans publicité préalable ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché.

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés pourront être conclus ne pourra dépasser trois (3) ans à compter de la notification du présent marché.

- Par voie de la clause de réexamen :

Par application des dispositions de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, LAN se réserve la possibilité conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de l'accord-cadre avec le titulaire ou les titulaires du présent accord-cadre pour des prestations faisant l'objet de bon de commande ou de marchés subséquents prévus dans l'accord-cadre initial.

Ces modifications interviennent lorsque, dans le cadre du présent accord-cadre, le ou les montants maximums fixés initialement ont été atteints en raison de circonstances imprévues, d'une augmentation de la demande, ou dans le cadre de prestations qui n'étaient pas prévues initialement.

Ces modifications prendront la forme d'un avenant soumis à l'accord préalable du ou des titulaires fixant les modalités de la mise en œuvre, des nouveaux montants des montants maximums des bons de commande ou des marchés subséquents. La clause de réexamen n'a pas pour effet de remettre en concurrence les opérateurs économiques au présent accord-cadre ou de modifier les règles de publicité initiales.

## **ARTICLE 10 PÉNALITÉS**

Par dérogation aux articles 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG-Travaux, il n'est pas prévu de montant minimum et maximum de montant de pénalités. Les pénalités s'appliquent au contrat et à ses éventuels avenants.



Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, et par période précisée dans les développements ci-après, les pénalités suivantes :

- **Non-respect du planning des travaux :**

En cas de retard, il sera appliqué des pénalités au titulaire d'un montant de 500 € HT par journée calendaire de retard.

En cas d'absence de remise des justificatifs de la grille RSE lors de chaque revue annuelle du marché, il sera appliqué une pénalité forfaitaire au titulaire d'un montant de 1 000 € HT.

Par ailleurs, en cas d'absence de production des éléments mentionnés aux articles 36.2.1 et 36.2.2 du CCAG-Travaux, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité forfaitaire d'un montant de 1 000 € HT.

Enfin conformément à l'article 19.3 du CCAG-Travaux, en cas de retard du titulaire dans la remise des documents conformes à l'exécution, il sera appliqué des pénalités au titulaire d'un montant de 500 (cinq cents) € HT par journée ouvré de retard, après mise en demeure du titulaire restée sans effet.

## **ARTICLE 11 MODALITÉS DE RÈGLEMENT**

### **11.1 Paiement**

**Les factures seront adressées à la direction financière de LAN** portant outre les mentions légales, le numéro de marché.

Le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et d'un solde, établis et réglés comme il est indiqué au CCAG Travaux.

### **11.2 Echéance de paiement**

Pour LAN, le règlement s'effectuera par virement bancaire à 30 jours suivant la réception de la facture.

### **11.3 Modalités de transmission de la facturation**

Le titulaire déposera impérativement sa facturation sur le portail « Chorus Portail Pro » avec les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera LAN en tant que destinataire de la facture ; Concernant LAN, le SIRET = 808 417 075 00013.
- Le n° de marché : 2024 RTPN 4095.

#### **11.4 Avance forfaitaire**

Conformément à l'article 10.1 du CCAG-Travaux, LAN prévoit une avance forfaitaire de 20% avec un dépôt de garantie à première demande.

### **ARTICLE 12 ASSURANCES**

Conformément à l'article 8.2 du CCAG-Travaux, LAN indique ne pas avoir souscrit d'assurances particulières concernant l'exécution de ce marché.

### **ARTICLE 13 PÉRIODE DE PRÉPARATION**

Conformément à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, LAN indique une période de préparation mentionnée à l'acte d'engagement.

### **ARTICLE 14 DISPOSITIONS GENERALES**

#### **14.1 Mise en Œuvre**

Le titulaire s'engage :

- A exécuter les prestations du marché conformément aux dispositions des documents du marché et suivant le calendrier convenu entre les parties,
- A respecter les exigences spécifiées dans les documents du marché,
- A garantir la continuité de service du marché,
- A exécuter ses obligations avec tout le soin et la diligence nécessaires et à respecter les règles et méthodes de LAN,
- A informer rapidement LAN de toute difficulté empêchant la mise en œuvre du marché,
- A garantir, en cas d'indisponibilité, le remplacement des intervenants pressentis pour l'exécution du présent marché par une personne ayant un profil, une qualification et une expérience similaires.

#### **14.2 Cession**

Le marché est conclu en stricte considération de la personne du fournisseur. Par conséquent, il ne peut être cédé par le fournisseur à un tiers sans l'accord préalable de LAN.

### **14.3 Sous-traitance**

En cas de sous-traitance d'une partie des prestations du présent marché, le titulaire devra, au préalable, en informer, par tout moyen, LAN aux fins d'agrément éventuel. En cas de sous-traitance, la facture présentée par le titulaire devra comprendre la quote-part du sous-traitant agréé.

Par ailleurs, le titulaire du marché doit faire connaître à LAN le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

## **ARTICLE 15 DÉLAI DE GARANTIE**

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG Travaux, si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations nécessaires à la levée des réserves émises tant à la réception que pendant le délai de garantie ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39 du CCAG Travaux, le délai de garantie est prolongé, sans formalité préalable, jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le titulaire ou par un tiers à ses frais et risques conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG Travaux.

## **ARTICLE 16 PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES**

### **I. Propos préliminaires**

Le Titulaire a conclu avec LAN le marché cité ci-dessus (« Marché »). Dans le cadre de l'exécution du présent Marché, le Titulaire et LAN peuvent avoir accès à des Données à caractère personnel au sens du Règlement Européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des données personnelles (« RGPD ») concernant les signataires et les personnes en charge du suivi opérationnel du Marché.

A ce titre, le Titulaire et LAN sont responsables de Traitements et s'engagent à respecter le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD - Règlement (UE) 2016/679) en application depuis le 25 mai 2018, ainsi que le droit interne.

En particulier, le Titulaire s'engage à :

- Ne pas utiliser les Données à caractère personnel auxquelles il a accès à d'autres fins que celles spécifiées au présent Marché ;
- Ne pas divulguer les Données à caractère personnel à des Tiers non-autorisés ;
- Prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées à la sécurité des Données à caractère personnel utilisées dans le cadre du suivi opérationnel du Marché ; et notamment prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse de ces Données ;
- Prendre toutes précautions conformes aux usages pour préserver la sécurité matérielle des Données à caractère personnel ;
- Le cas échéant, s'assurer que seuls des moyens de communication sécurisés seront utilisés pour transférer les Données à caractère personnel.

### **II. Définitions**

Contrat(s) : il s'agit des documents, conventions et annexes, signés par LAN et le Titulaire dans le but d'assurer la bonne exécution du présent Marché.

DPO : Délégué à la protection des Données à caractère personnel

Données à caractère personnel : il s'agit de toutes les informations relatives à une personne physique identifiée ou identifiable (« Personne concernée ») au sens du RGPD. Une personne physique identifiable peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant comme un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs facteurs spécifiques à l'identité physique, physiologique, génétique, mentale, économique, culturelle ou sociale de cette personne physique.

Etat Membre : il s'agit d'un pays membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen.

Lois sur la protection des données : il s'agit du Règlement Général sur la Protection des Données 2016/679 (RGPD) et de toutes les lois et réglementations applicables à la protection des Données à caractère personnel dans les Etats membres.

Marché : il s'agit de Contrat(s) de la commande publique conclu(s) à titre onéreux par LAN, pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services, avec un ou plusieurs opérateurs économiques.

Personne concernée : il s'agit de la personne physique identifiée ou identifiable sur laquelle portent les Données à caractère personnel.

Point de contact : il s'agit d'une personne physique à laquelle il est possible de se référer afin d'obtenir des informations.

Responsable de traitement : il s'agit, au sens du RGPD, de la personne physique ou morale, de l'autorité publique, de l'agence ou de tout autre organisme déterminant, seul ou conjointement avec d'autres entités, les finalités et moyens du Traitement des Données à caractère personnel.

Tiers non-autorisé : il s'agit de tout autre tiers n'étant pas habilité par une loi ou le Responsable de traitement à accéder aux Données à caractère personnel.

Titulaire : il s'agit de l'opérateur économique, personne physique ou morale, qui conclut le Marché avec LAN.

Traitement : il s'agit, au sens du RGPD, de toute opération ou tout ensemble d'opérations réalisé(e) sur les Données à caractère personnel ou sur des ensembles de Données à caractère personnel comme la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, le stockage, l'adaptation ou la modification, la récupération, la consultation, l'utilisation, la divulgation par transmission, la dissémination ou la mise à disposition, l'alignement ou la combinaison, la restriction, l'effacement ou la destruction. Ce Traitement n'est pas nécessairement informatisé et peut être réalisé par le biais de fichiers papier.

### III. Protection des données à caractère personnel dans le cadre du suivi opérationnel du Marché

Les données à caractère personnel concernant les signataires du Marché ainsi que les personnes en charge du suivi opérationnel font l'objet par LAN d'un traitement destiné au suivi et à l'exécution du Marché.

La base légale est l'article 6.1.b) du RGPD « *le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat* ».

En cas de transmission de ces données à des sous-traitants au sens RGPD, un contrat est établi précisant les obligations de chaque partie et reprenant les dispositions de l'article 28 du RGPD. Aucune décision automatisée ou profilage ne sont mis en œuvre dans le cadre de ce traitement. LAN est susceptible d'inviter les personnes concernées par le traitement de données à ses événements, d'adresser ses informations, ses offres d'accompagnement et ses enquêtes. Conformément à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD, les personnes concernées peuvent accéder aux données à caractère personnel les concernant, les faire rectifier ou effacer après le délai de prescription de la fin du Marché. Elles disposent également du droit de limitation, de portabilité, et le cas échéant, d'opposition du traitement de leurs données.

Pour exercer leurs droits dans le cadre de l'exécution du présent Marché, les personnes concernées peuvent formuler une réclamation auprès du Point de contact en charge du Marché, , en précisant en objet de mail : "RGPD – REFERENCE DU MARCHE ", qui se mettra en relation avec le DPO de LAN. Les personnes concernées devront s'assurer de la réception de leur demande par le Point de contact par tous moyens.

Dans l'éventualité où les personnes concernées n'auraient reçu aucune réponse ou une réponse partielle par le Point de contact, elles devront contacter le DPO à l'adresse postale suivante : Loire Atlantique Nautisme - DPO – Maison de l'Entrepreneuriat et des Transitions - 1 rue Françoise Sagan – 44800 Saint-Herblain en précisant les références du Marché.

Si les personnes concernées estiment, après avoir contacté LAN, que leurs droits sur leurs données personnelles ne sont pas respectés, elles peuvent adresser une réclamation à la CNIL (3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07) – [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).

Le Titulaire s'engage à informer les personnes concernées du traitement de leurs données et de leurs droits dans le cadre de la gestion du marché.

## **ARTICLE 17 CLAUSE ANTI-CORRUPTION**

LAN est engagée dans la lutte contre les atteintes à la probité et porte une attention particulière à ce que les prestataires avec lesquels elle contracte partagent les valeurs et principes d'intégrité de LAN. Lesdits prestataires doivent également s'engager à lutter contre toute forme d'atteinte à la probité caractérisée par tout comportement susceptible d'être qualifié de corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêt, concussion, favoritisme, détournement de fonds publics.

En qualité de candidat au cours de la consultation, comme au cours de l'exécution du marché en qualité de titulaire, les agissements de l'opérateur économique ne doivent pas donner lieu à des comportements ou faits contraires à la réglementation en vigueur. Le titulaire, ses filiales, et, ses représentants, mandataires sociaux, dirigeants et salariés respectifs déclarent ne pas être visés dans une procédure pour l'un des faits précités.

A cet effet, le titulaire conduit ses activités conformément aux principes d'éthique et d'équité et s'engage à mettre en œuvre, au regard, de la taille et de la structure de son entreprise, l'ensemble des mesures nécessaires destinées à détecter et prévenir les risques de corruption, tant au sein de son organisation, qu'à l'égard de ses sous-traitants.

Le titulaire s'engage à respecter la loi n°2016-1691 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (dite loi Sapin II).

Le titulaire déclare qu'il a pris toutes les mesures nécessaires (procédures, codes de conduite par exemple) afin de prévenir toute violation de ces lois et réglementations relatives à la lutte contre les atteintes à la probité.

En outre, le titulaire prend également toute mesure nécessaire pour prévenir et détecter toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du présent marché.

Le titulaire prend pour lui-même et vis-à-vis de ses personnels toute mesure utile pour éviter que des situations de conflit entre les missions confiées au titre du marché et d'autres intérêts influencent ou soient susceptibles d'influencer indûment la façon dont sont effectuées lesdites missions, ou ne soit consenti ou recherché un avantage illégal quelconque, financier ou en nature, né de l'attribution et/ou de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à informer immédiatement LAN de toute mise en examen ou mesure équivalente, ainsi que de toute condamnation - en première et, le cas échéant, dernière instance - prononcée à son encontre ou à l'encontre d'une personne agissant pour leur compte sur la base d'un délit constituant une atteinte à la probité.

## **ARTICLE 18 DÉROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX**

Application des dispositions du CCAG-Travaux sauf clause contradictoire intégrée dans le présent document.

| <b>Articles CCAP</b> | <b>Articles CCAG Travaux</b> |
|----------------------|------------------------------|
| 10                   | 19.2.1<br>19.2.2<br>19.2.3   |
| 15                   | 44.2                         |
| 16                   | 5.1                          |